

### RAPPORT N° 305 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 16 OCTOBRE 2021

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 9 au 16 octobre 2021 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au moins treize (13) personnes ont été assassinées au cours de cette période dans différentes localités du pays.

Le rapport déplore également les cas de douze (12) personnes qui ont été enlevées par des militaires et agents du Service national de renseignement (SNR) et de deux (2) personnes qui ont été arrêtées arbitrairement.

#### 1. Atteintes au droit à la vie

- Dans la matinée de samedi 9 octobre 2021, le corps sans vie d'un homme connu sous le nom d'Égide Bucumi, âgé de 41 ans, a été retrouvé à son domicile sis à la 1ère avenue dans le quartier de Magarama de la ville de Gitega (centre du Burundi).

Selon des sources sur place, le corps d'Égide Bucumi a été retrouvé suspendu au plafond à l'aide d'un morceau de moustiquaire enroulé autour du cou à l'intérieur du domicile familial où il vivait seul avec le veilleur. Les mêmes sources précisent que les circonstances de sa mort n'ont pas été élucidées et qu'aucune enquête n'a été ouverte pour déterminer les mobiles et les auteurs.

- Dans la nuit de samedi 9 octobre 2021 vers 22 heures, André Seruganda, âgé de 70 ans, a été assassiné à coups de poignard planté dans sa gorge sur son lit de malade au centre de santé de Nyagatovu situé en commune de Tangara de la province de Ngozi (nord du Burundi).



Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burund

Selon des sources, André Seruganda, originaire de la colline de Mashitsi dans la même commune de Tangara, avait d'abord été grièvement blessé sur sa colline natale par un certain Rémégie Nyabenda puis évacué vers le centre de santé de Nyagatovu où il l'a retrouvé pour parachever sa sale besogne. La victime était soupçonnée par l'entourage de pratiquer la sorcellerie.

Les mêmes sources précisent que le criminel a avoué son forfait après avoir été arrêté par la police et affirmé avoir agi pour venger sa sœur qui venait de mourir foudroyée.

- Dans la matinée de dimanche 10 octobre 2021, le corps sans vie d'Élysée Niragira, un jeune élève à l'ITAB (Institut des Techniques Agricoles du Burundi) de Giharo en province de Rutana (est du Burundi), a été retrouvé flottant sur la rivière Maragarazi, à la frontière entre le Burundi et la Tanzanie.

Selon des sources sur place, les élèves de cet établissement scolaire sont sortis la veille pour faire du sport avec leur directeur d'internat et sont arrivés au niveau de la rivière Maragarazi avant de retourner à l'école; mais au retour, l'élève Elysée Niragira, originaire de la commune de Nyanza-Lac était rapporté manquant. Les circonstances de sa mort ne sont pas encore élucidées.

- Dans la soirée de lundi 11 octobre 2021 vers 19 heures, un jeune homme d'une trentaine d'années dénommé Haruna Ndayizigiye a été assassiné par balle par un homme non identifié sur la colline de Nyungu de la zone de Bwasare, en commune de Gasorwe, dans la province de Muyinga (nord-est du Burundi).

Selon des sources sur place, un malfaiteur non encore identifié a profité de l'obscurité pour tirer sur la victime avant de disparaître incognito. Les mêmes sources précisent que Haruna Ndayizigiye, membre de la ligue des jeunes Imbonerakure, a succombé à ses blessures en cours de route lors de son



Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burund

évacuation vers l'hôpital de la province et que le mobile du crime n'est pas encore élucidé.

- Dans la matinée de dimanche 10 octobre 2021, deux militaires du 110ème Bataillon Renfort basé à Bugarama, à savoir le commandant du Bataillon, Lieutenant-colonel Jean Marie Nkurunziza alias Matwi (matricule SS1300), un officier de la 34ème promotion de l'ISCAM (Institut Supérieur des Cadres Militaires), et son agent de transmission, Caporal Fidèle Ndayitwayeko, sont morts par balles tirées par des individus non encore identifiés embusqués dans la forêt de Teza au niveau de la colline de Busangana de la commune de Bukeye, en province de Muramvya (centre du Burundi).

Selon des sources sur place, le Lieutenant-colonel Jean Marie Nkurunziza, originaire de la colline de Murago, zone de Buziracanda, commune de Ndava, en province de Mwaro, a succombé à ses blessures à l'hôpital de Giko à Bukeye où il avait été évacué tandis que le Caporal Fidèle Ndayitwayeko qui est natif de la commune de Kibago en province de Makamba est mort sur-le-champ.

- Dans la nuit de mardi 12 octobre 2021, Jean Bizimana, un septuagénaire qui travaillait comme sentinelle dans un hangar de stock de riz situé en zone de Mitakataka de la commune et province de Bubanza (nord-ouest du Burundi), a été assassiné à coups de pierres à son lieu de travail par des malfaiteurs non encore identifiés.

Selon des témoins de la découverte macabre, les criminels ont cassé les cadenas pour accéder à l'intérieur du hangar et ont fracassé la tête de la victime à l'aide de pierres laissées tout près de son corps avant d'emporter quelques 35 kg de riz décortiqué, malgré la grande quantité de riz se trouvant dans ce hangar. Les mêmes sources précisent que Jean Bizimana était un rescapé de la crise de 1993 qui a été déclenchée par l'assassinat du président Melchior Ndadaye et qu'il vivait dans un site de déplacés à Muyange de la même zone de Mitakataka.



Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burund

- Dans la matinée de jeudi 12 octobre 2021vers 10 heures, des cultivateurs ont découvert trois corps en décomposition d'hommes non identifiés dans un champ de manioc sur la 6ème transversale au pied de la colline Ndava-village de la commune de Buganda en province de Cibitoke (nord-ouest du Burundi), à moins d'une cinquantaine de mètres de la rivière Rusizi à la frontière du Burundi avec la République démocratique du Congo (RDC).

Selon des témoins de cette découverte lugubre, les trois corps étaient ligotés, attachés ensemble et emballés dans une même bâche. Les corps ont été immédiatement inhumés sous la supervision du chef de zone de Ndava sur l'ordre donné par l'administrateur de la commune de Buganda, Pamphile Hakizimana.

Des sources en provenance de la localité soupçonnent des membres du comité mixte de sécurité (fondamentalement constitués de jeunes Imbonerakure du CNDD-FDD) d'être de connivence avec les auteurs de ces assassinats dont les corps des victimes ne cessent d'être découverts à cet endroit. Elles fondent leurs suspicions sur le fait que des habitants de la localité voient pendant la nuit des véhicules se rendant à la rivière Rusizi et faisant demi-tour quelque temps après, sans aucune inquiétude alors que normalement ces membres du comité mixte de sécurité font des patrouilles toutes les nuits, sans pour autant faire rapport sur l'origine et la mission de ces véhicules.

Sos-Torture Burundi dénonce l'attitude des autorités administratives qui s'empressent d'ordonner l'enterrement des corps chaque fois qu'ils sont découverts sur les rives de la rivière Rusizi au lieu d'exiger des enquêtes sérieuses en vue d'identifier les victimes et de découvrir et réprimer les auteurs de tels crimes.

- Dans la nuit de jeudi 14 octobre 2021 vers 20 heures, Anaclet Ntawumenya, âgé de 55 ans, a été assassiné à coups de machette par des individus non identifiés sur la colline et zone de Ruziba de la commune de Mugina, en province de Cibitoke (nordouest du Burundi).



Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burund

Selon des sources sur place, Anaclet Ntawumenya a été attaqué par des individus armés de machettes sur son chemin de retour du chef-lieu de la commune de Mugina.

Les mêmes sources révèlent que cet homme était soupçonné de pratiquer la sorcellerie et qu'il était menacé depuis quelques jours par certains habitants de cette localité qui auraient même collecté une somme d'argent pour financer son assassinat.

SOS-Torture s'inquiète de la recrudescence de la criminalité motivée par des croyances superstitieuses ayant déjà fait plusieurs victimes dans les seules communes de Buganda et de Mugina. Elle appelle les autorités administratives et policières à mener des enquêtes crédibles et indépendantes en vue d'identifier les auteurs et les traduire devant la justice et ainsi juguler le phénomène de la sorcellerie devenu endémique en provinces de Cibitoke et de Bubanza.

- Dans la nuit de vendredi à samedi 16 octobre 2021 vers 1 heure du matin, Jean Nzoyihaya a été tué par des policiers qui assurent la sécurité d'une société russe d'extraction de l'or et d'autres minerais associés, Tanganyika Mining Burundi, sur la colline de Muhungu de la zone de Butahana, en province de Cibitoke (nord-ouest du Burundi).

Selon des sources sur place, Jean Nzoyihaya a été tué par des balles reçues dans la tête alors qu'il tentait de voler du sable qui contiendrait de l'or.

SOS-Torture Burundi demande qu'une enquête indépendante soit diligentée afin de déterminer les circonstances de la mort et établir les responsabilités.

- Dans la matinée de samedi 16 octobre 2021, un corps sans vie en décomposition d'une femme non identifiée a été retrouvé dans la rivière Maragarazi, au pied de la



colline de Buhemba de la zone de Mugeni, en commune Kayogoro de la province de Makamba (sud du Burundi).

Selon des sources sur place, le corps de la victime était emballé dans un sac en plastique et a été enterré le même jour sur l'ordre de l'administrateur communal de Kayogoro.

#### 2. Atteintes au droit à la liberté : arrestations et détentions arbitraires

- Dans la nuit de samedi 9 octobre 2021 vers 21 h 30 min, une veuve connue sous le nom de Sylvie Bucumi et un homme dont l'identité n'a pas été révélée ont été arrêtés sur la colline de Busangana de la commune de Bukeye, en province de Muramvya (centre du Burundi) et conduits au cachot du commissariat provincial de la même province.

Selon des témoins, les deux personnes ont été arrêtées lors d'une opération de traque des « malfaiteurs » qui était organisée conjointement par des administratifs à la base et des membres des comités mixtes de sécurité constitués essentiellement d'Imbonerakure affiliés au parti au pouvoir, le CNDD-FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie) et ont été accusées de collaboration avec des mouvements armés, notamment par la collecte de vivres destinées aux combattants.

SOS-Torture Burundi s'inquiète que des citoyens soient qualifiés de malfaiteurs sans enquête et procès préalable et que l'usage de ce concept n'ouvre la voie aux abus divers et persécutions de toute personne soupçonnée de ne pas soutenir le régime en place.



### 3. Cas d'enlèvements ou de disparitions forcées

 Depuis la matinée du 5 septembre 2021, cinq personnes dont le pasteur
Dominique Nduwimana, un agent de la poste de Kirundo (nord du Burundi) et natif de la province de Karuzi (centre-est du Burundi) sont portés disparus.

Selon des sources proches de leurs familles, pasteur Dominique Nduwimana, âgé d'une quarantaine d'années et qui venait de se rapatrier du camp de Mahama au Rwanda, a été arrêté avec quatre autres personnes non encore identifiées dans un hôtel se trouvant au centre de la commune de Buhiga en province de Karuzi par Samuel Destino Bapfumukeko, responsable du Service national de renseignement (SNR) dans cette province. Les mêmes sources révèlent que dans la matinée du 5 septembre dernier, des policiers qui étaient avec lui les ont couvert les visages avec des sacs et les ont embarqués à bord de son véhicule de service vers une destination inconnue.

- Dans la nuit du 12 au 13 octobre 2021 vers 2 heures du matin, Alexis Nimubona, deux de ses fils et leur domestique ont été enlevés sur la sous-colline de Midodo de la colline de Muhuzu en zone de Minago, commune de Muhuta, dans la province de Rumonge (sud-ouest du Burundi) par des hommes non identifiés en uniforme militaire de l'armée burundaise et les ont embarqués à bord d'une camionnette sans plaque d'immatriculation.

Selon des sources sur place, les ravisseurs ont obligé le chef du ménage, Alexis Nimubona, d'ouvrir la porte de sa maison et ont immédiatement sauté sur lui, sur ses deux fils ainsi que sur leur domestique et les ont jetés dans la camionnette avant de repartir en trombe. Les mêmes sources révèlent qu'en cours de route, les mêmes militaires ont kidnappé une autre personne dont l'identité reste inconnue et que le véhicule a pris la direction de la capitale économique Bujumbura.



Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burund

Dans la nuit de mardi à mercredi 13 octobre 2021, deux hommes originaires de la commune de Giteranyi en province de Muyinga ont été enlevés à des endroits différents par des hommes non identifiés et conduits à des lieux inconnus. Le premier c'est Eustache Miburo, un agent de l'ONG Caritas Burundi à Muyinga et habitant sur la colline de Kinyota au chef-lieu de la province de Muyinga, qui a été vu pour la dernière fois au bistro appelé Zigzag qu'il a quitté vers 23 heures et n'a plus été revu depuis. Le deuxième c'est le Joseph Sinzubwenge de l'Eglise baptiste du Burundi habitant la zone de Ruzo en commune de Giteranyi qui a été enlevé devant son domicile par des individus inconnus qui l'ont embarqué, couvert d'une tente, à bord d'un véhicule non identifié.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situées à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.